

le goût de l'Histoire
de jean-claude zylberstein

THIERRY WOLTON

Staline et Hitler
Un couple maléfique



LES
BELLES
LETTRES

DU MÊME AUTEUR

- Vivre à l'Est* (dir.), Les Temps modernes, 1977.
- L'Occident des dissidents* (en collaboration avec Christian Jelen), Stock, 1979.
- Culture et pouvoir communiste* (en collaboration avec Natacha Dioujeva), Recherches, 1979.
- Barils*, roman (en collaboration avec Julien Brun), J.C. Lattès, 1981.
- Le Petit Guide de la farce tranquille* (en collaboration avec Christian Jelen), Albin Michel, 1982.
- Le KGB en France*, Grasset, 1986.
- Silence on tue* (en collaboration avec André Glucksmann), Grasset, 1986.
- Les Écuries de la V^e*, Grasset, 1989.
- Les Visiteurs de l'ombre* (en collaboration avec Marcel Chalet), Grasset, 1990.
- Le Grand Recrutement*, Grasset, 1993.
- La France sous influence. Paris-Moscouf : 30 ans de relations secrètes*, Grasset, 1997.
- L'Histoire interdite*, J.C. Lattès, 1998.
- Rouge-Brun, le mal du siècle*, J.C. Lattès, 1999.
- La Fin des nations*, Plon, 2002.
- Comment guérir du complexe de gauche*, Plon, 2003.
- Brève Psychanalyse de la France*, Plon, 2004.
- Quatrième Guerre mondiale*, Grasset, 2005.
- Le Grand Bluff chinois. Comment Pékin nous vend sa « révolution » capitaliste*, Robert Laffont, 2007.
- Le KGB au pouvoir. Le système Poutine*, Buchet-Chastel, 2008.
- Une histoire mondiale du communisme*, 3 volumes : *Les bourreaux ; Les victimes ; Les complices*, Grasset, 2015-2017.
- Le Négationnisme de gauche*, Grasset, 2019.
- Penser le communisme*, Grasset, 2021.
- Les Nouvelles Routes de notre servitude*, Grasset 2022.
- Le Retour des temps barbares*, Grasset, 2024.

THIERRY WOLTON

Staline et Hitler
Un couple maléfique

PARIS
LES BELLES LETTRES
2024

www.lesbelleslettres.com
Retrouvez Les Belles Lettres sur Facebook et Twitter.

© 2024, pour la présente édition,
Société d'édition Les Belles Lettres
95, boulevard Raspail, 75006 Paris

ISBN : 978-2-251-45461-0

*Aux millions de victimes
des Rouges et des Bruns*

L'ACTUALITÉ DE L'HISTOIRE

A l'occasion du 70^e anniversaire de la fin de la Seconde guerre mondiale, en 2015, la Fondation pour la mémoire de la Shoah et la Fondation pour l'innovation politique ont mené conjointement une vaste enquête internationale dans une trentaine de pays, auprès de plus de 30 000 jeunes, afin de tester leurs connaissances de ce conflit : si pour 30 % des personnes interrogées l'existence du Pacte de non agression germano-soviétique, signé le 23 août 1939 à Moscou, était connue, 29 % n'en avaient jamais entendu parler, et 41 % pensaient que l'Allemagne nazie et l'Union soviétique étaient en guerre dès 1939, quand elles étaient alliées. Le Traité germano-soviétique de délimitation (des frontières) et d'amitié, signé par la suite à Moscou, le 28 septembre 1939, qui a fixé les modalités de l'alliance, notamment l'aide économique apportée par l'URSS à la machine de guerre nazie en pleine conquête de l'ouest européen, était en revanche ignoré des sondés.

Publié voici un quart de siècle sous le titre *Rouge-Brun, le mal du siècle*, cet essai historique tente de donner un aperçu aussi exhaustif que possible de ce mariage des extrêmes, nullement accidentel à l'époque. Cette histoire prend de nos jours une nouvelle dimension puisqu'elle permet d'éclairer les

événements que nous vivons alors que la guerre qui gronde de nouveau au cœur de l'Europe trouve en partie ses racines dans l'occultation de ce passé, singulièrement dans la vision déformée qui a pu être donnée de ces pactes.

L'alliance entre Berlin et Moscou a pris fin le 22 juin 1941, le jour où les troupes allemandes ont envahi l'Union soviétique. Auparavant, durant 22 mois, Hitler et Staline se sont mutuellement soutenus contre ce qui était à l'époque leur ennemi commun : les démocraties occidentales. Du partage de l'Europe centrale (Pologne, pays Baltes entre autres) à la fourniture de matières premières russes (pétrole, caoutchouc notamment) pour soutenir l'armée allemande en campagne, les deux dictateurs ont fait fructifier leurs accords au delà d'une simple entente de circonstance. Les deux régimes, communiste et nazi, avaient nombre de points communs, comme le montre ce livre, qui leur ont permis de sceller leur accord. Si les pactes ont finalement été rompus par Hitler, au grand dam de Staline qui les aurait volontiers prolongés, leur alliance d'un temps n'en a pas moins démontré la gémellité des systèmes, rouge et brun, un phénomène politique à l'origine des plus grands malheurs du siècle dernier.

L'URSS a fini par rejoindre le bon côté de l'histoire en participant avec les Alliés à la défaite de l'Allemagne hitlérienne. Un peu partout dans le monde, et singulièrement en France, les communistes ont d'ailleurs mené une résistance exemplaire contre l'occupant nazi, dès que leur patrie idéologique de référence s'est trouvée menacée. Les peuples d'Union soviétique ont même payé le plus lourd tribut à ce conflit mondial avec 27 millions de morts, victimes à la fois de la sauvagerie des combats qui opposèrent l'Armée rouge à la Werhmacht, et de l'impéritie d'un commandement soviétique, placé sous les ordres de Staline, peu regardant sur le prix d'une vie humaine.

Après la victoire de Stalingrad, à l'hiver 1943, tournant de cette guerre, l'écrivain russe Vassili Grossman porta ce jugement sur Staline: «C'est l'heure de son triomphe. Il n'a pas seulement vaincu son ennemi présent, il a vaincu son passé. L'herbe se fera plus épaisse sur les tombes de 1930 dans les villages. Les neiges et les glaces du cercle polaire resteront silencieuses.» Les sacrifiés de ces combats ont effacé des mémoires les millions de martyrs du régime soviétique, tout comme la victoire finale en mai 1945 a fait oublier les pactes d'août et septembre 1939 à l'origine du conflit.

Lors du procès de Nuremberg de 1945-46, chargé de juger les responsables nazis accusés de crimes contre la paix, de crimes de guerre, de crimes contre l'humanité, la défense des inculpés allemands a voulu rappeler combien l'URSS était aussi coupable, notamment de crimes contre la paix, en raison de ces pactes précisément. Il fut déposé devant le Tribunal le rapport d'un conseiller de Ribbentrop, présent à Moscou le 23 août 1939, racontant en détail les coulisses des négociations entre Soviétiques et Nazis. «Si l'on parle d'agression, alors les deux pays sont coupables», tenta de plaider Ribbentrop, l'ancien ministre des Affaires étrangères de Hitler, depuis le banc des accusés. Roman Roudenko, le procureur soviétique, rejeta cette interprétation. «Le Tribunal doit juger des criminels de guerre et non des questions qui se rapportent à la politique des Alliés», plaida-t-il. Il obtint gain de cause, la collaboration soviéto-nazie, l'invasion conjointe de la Pologne, puis celle des pays baltes par l'Armée rouge, l'entente entre la Gestapo et le NKVD, les échanges de populations et de prisonniers entre les deux polices politiques, les exécutions et les déportations massives, tout cela fut passé sous silence.

La publication, en mars 1946, par le *Manchester Guardian*, des protocoles restés secrets en annexe des pactes signés, n'a guère ébranlé le Tribunal de Nuremberg. Moscou nia

l'authenticité de ces documents, un mensonge répété maintes fois par le Kremlin jusqu'à la fin des années 1980. L'intégralité de ces documents figure à la fin de ce livre. La propagande soviétique, reprise par les partis communistes du monde entier, s'est chargée de couvrir cette collaboration d'un voile pudique non sans la complicité passive des démocraties, peu enclines à remettre en cause leur politique de l'époque. Combattre le totalitarisme génocidaire de l'Allemagne hitlérienne par une alliance avec le totalitarisme génocidaire de la Russie stalinienne a longtemps alimenté une forme de mauvaise conscience qui pèse encore sur la mémoire européenne.

Cette entreprise d'amnésie collective, une grande partie des historiens occidentaux l'ont entretenue. Pendant des décennies, les manuels scolaires ont repris les arguments de Moscou : les pactes en question étaient une alliance tactique qui n'entachait en rien une politique de fond antifasciste ; ou encore une manifestation de la sagesse de Staline qui avait besoin de gagner du temps ; ou bien, autre variante, une question de survie pour l'URSS qui savait ne pas pouvoir compter sur les démocraties pour contenir Hitler. En somme, si la guerre a fini par éclater, la faute en revient à la pusillanimité des dirigeants français et britanniques de l'époque qui n'avaient pas confiance dans le régime soviétique. Staline aurait donc été contraint de s'allier avec Hitler, dans l'attente de jours meilleurs.

L'ouverture d'une partie des archives soviétiques après la chute du système, fin 1991, leur mise en perspective avec les dossiers trouvés à Berlin en 1945, le travail des historiens russes décidés à « désidéologiser » leur histoire, tout cela a fini par balayer ces arguments et par dévoiler la vérité sur cette entente Staline-Hitler, loyale, mieux mutuellement avantageuse telle que l'illustrent les fructueux échanges entre les deux pays qui sont récapitulés à la fin de ce livre.

L'histoire, celle établie par les faits, aurait pu en rester là si elle n'était pas aujourd'hui encore instrumentalisée pour justifier des politiques injustifiables. Faire oublier le compagnonnage rouge-brun au nom de la sacro-sainte lutte contre le fascisme, crédo de la Russie soviétique, est un escamotage auquel se livre de nouveau Vladimir Poutine pour légitimer sa guerre contre l'Ukraine. Grand admirateur de Staline, l'actuel occupant du Kremlin, reprend à son compte la doxa de la Grande Guerre patriotique de 1941-1945, débarrassée des pactes de 1939 qui l'ont précédée, ou pis en en réinterprétant le sens.

Prétendre vouloir dénazifier l'Ukraine, comme il a été dit avant et après l'invasion du 24 février 2022, appartient à un vocabulaire d'une autre époque. En tant qu'ancien officier du KGB, Poutine reste traumatisé par la chute de l'URSS, en 1991, qui représente, selon lui, la « *plus grande catastrophe géopolitique du XX^e siècle* ». L'effondrement de ce monde, de son monde, est à l'origine de l'esprit de revanche qui l'habite, convaincu qu'un complot capitaliste a eu raison du système soviétique qu'il a servi avec dévotion, jusqu'à sa chute.

Depuis son accession au pouvoir à l'aube de ce siècle, Vladimir Poutine n'a eu de cesse de réécrire le passé afin de justifier sa politique expansionniste présente.

En juin 2007, il convoqua des historiens au Kremlin pour leur livrer une feuille de route sur la manière dont ils devaient raconter le passé, soviétique et russe. Deux objectifs leur furent assignés : cesser de noircir l'histoire de l'URSS et parfaire l'éducation patriotique des jeunes en leur donnant des raisons d'être fiers de leur pays. Il accusa la corporation de s'être laissé influencer par l'approche occidentale de l'histoire qui chercherait à forcer la Russie, en tant que successeur du système soviétique, à se repentir des crimes d'antan. Il fallait dorénavant défendre un point de vue russo-centriste,

ordonna-t-il. De nouveaux manuels ont été publiés, un nouvel enseignement est dispensé. Le bilan quelques années plus tard permet de mesurer l'impact des inflexions imposées. Staline est désormais présenté comme un grand dirigeant, certes brutal mais efficace, qui a su rebâtir l'autorité de l'État russe déliquescents après les premières années du bolchevisme et ses dérives internationalistes — exportation de la révolution —, présentées comme une idéologie occidentale qui a affaibli le pays. Derrière cette réhabilitation du dictateur, Poutine se taille sa propre stature d'homme d'État qui a remis la Russie en ordre après les années Eltsine. En 2001, 43 % de la population avaient un avis défavorable sur Staline, ils n'étaient plus que 20 % à partager cette opinion en 2015. En outre 45 % des personnes interrogées estimaient alors que les répressions staliniennes se justifiaient eu égard aux objectifs du dictateur. « Aurions-nous gagné la guerre si le régime avait été moins rude, s'il avait ressemblé à celui de Nicolas II ? » justifie Poutine.

La « Grande Guerre patriotique » est au cœur de la nouvelle historiographie russe. Poutine enrage que cette page glorieuse ait été entachée par la vérité sur la nature des pactes de 1939. Pour justifier l'alliance avec le nazisme, la guerre est de nouveau présentée comme un vaste complot capitaliste — germano-britannique plus précisément — que Staline a déjoué en s'alliant avec Hitler. « Un grand succès de la diplomatie soviétique », a affirmé le ministre de la Culture. Les pactes sont réhabilités pour justifier les accords de Yalta de février 1945, présentés comme la prolongation du partage de l'Europe décidée entre Hitler et Staline, mais cette fois avec l'accord des Alliés. Selon cette nouvelle versions, la « Grande Guerre patriotique » signe deux défaites, celle du nazisme et celle du complot occidental contre l'URSS. Elle consacre la puissance soviétique qui s'est soldée par l'occupation de

l'Europe centrale et orientale, avec la bénédiction de Londres et de Washington. Cette présentation du passé a l'avantage d'effacer les conséquences de l'alliance avec le nazisme dans le déclenchement du conflit mondial en 1939, de justifier la politique impériale soviétique après 1945, de gommer le souvenir douloureux du Rideau de fer pour les pays qui ont été occupés par l'Armée rouge pendant près d'un demi siècle, et de rendre sa fierté aux Russes.

Le complot contre l'URSS a continué après la Victoire, selon cette nouvelle histoire. Les démocraties occidentales n'ont eu de cesse de vouloir l'abattre, jusqu'à y parvenir avec l'effondrement du système en 1991. Ce scénario permet de raviver le complexe obsidional de la population, déjà fort développé du temps de l'URSS, et d'entretenir la flamme du nationalisme. À en croire Poutine, tout est fait en ce nouveau siècle pour rabaisser la Russie, l'empêcher de retrouver sa vraie place dans le monde. « Ils [les ennemis] cherchent à éroder la force et l'autorité morale de la Russie moderne et à la priver du statut de puissance victorieuse avec toutes les conséquences juridiques internationales découlant de cette situation », a-t-il dénoncé au moment des festivités qui ont marqué le 70^e anniversaire de la fin de la Seconde Guerre mondiale. Cette pensée est récurrente chez lui : « Ils (les Occidentaux) essaient de freiner le développement de la Russie. Il en a toujours été ainsi, depuis des siècles, même à l'époque des tsars. » L'affrontement n'est plus capitalisme contre communisme, mais monde chrétien contre monde orthodoxe, car le Kremlin croit au choc des civilisations. Dans cette croisade, Poutine a le soutien entier et actif de l'Église dont le patriarche est par ailleurs un ancien agent du KGB. De nos jours, la guerre contre l'Ukraine est présentée comme une réaction d'autodéfense face à l'Occident qui n'a toujours pas renoncé à rayer la Russie de la carte.

Le pouvoir poutinien secrète une surréalité historique qui conforte la surréalité politique dans laquelle il s'est enfermée. Le nationalisme exacerbé, opposé à «l'agression» du monde occidental, cherche à inciter l'ancien homo sovieticus à se réfugier de nouveau dans une histoire idéalisée, celle du temps où l'URSS était crainte et respectée.

C'est dans ce cadre qu'il faut comprendre l'argument de la dénazification de l'Ukraine, la Russie n'ayant jamais été autant mise en valeur et glorifiée dans le monde que lors de cette Grande guerre patriotique. Chasser les «nazis» d'Ukraine revient à rejouer ce glorieux passé. Prisonnier de cette logique, le dictateur russe a sans doute pensé qu'avec cet élément de langage il raviverait le patriotisme dans son pays et retrouverait à l'étranger le respect (perdu) de la Russie. Sur le plan intérieur, l'opération a en partie réussie à la vue des soutiens qu'il reçoit dans le pays pour son «opération spéciale». A l'étranger, où il a peut-être espéré réveillé l'esprit de croisade d'antan, quand la lutte antifasciste servit de paravent à l'expansion soviétique, ce retour vers le passé l'a plutôt ridiculisé. Peu importe pour lui, Poutine s'est construit un monde alternatif qui lui est propre, conforté par la solitude du pouvoir absolu qu'il exerce, où son entourage ne saurait le contredire. La réalité a peu de prise sur sa fiction.

L'histoire est utile quand elle permet d'éclairer le présent, voire d'envisager le futur. Non pas qu'elle se répète, mais le comportement des hommes face aux événements est souvent le même, d'où une impression de bégaiement. Poutine n'est pas Staline, en revanche l'admiration qu'il porte à son prédécesseur, qu'il considère non pas comme un leader communiste mais comme une défenseur de la grande Russie, en fait un héritier revendiqué, par atavisme nationaliste. Comme tel, le dirigeant russe parvient encore à fasciner les admirateurs de l'ordre politique et moral : chefs d'Etat, militants, adversaires

et contempteurs des démocraties, un peu partout dans le monde, qu'ils accusent de tous les maux. C'est cette opposition radicale aux valeurs de la démocratie, et la volonté de les détruire, qui ont fondé l'alliance entre les deux totalitarismes rouge et brun au siècle dernier. En connaître les tenants et les aboutissants passés est indispensable pour conjurer toute nouvelle tentative de ce genre à l'avenir.

Thierry Wolton
Paris, janvier 2024